

**Michel CHOUVIER**

Monsieur le Préfet  
De la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes  
Service CIDDAE / Pôle AE  
5 place Jules Ferry  
69453 LYON Cedex 06

Montagnac,  
Le 28 février 2022

Objet : Recours gracieux contre la décision n° 2022-ARA-KKP-3522 concernant le projet de défrichement de 2,33 ha sur la commune de Vernassal (43)

Monsieur Le Préfet,

Par décision N° 2022-ARA-KKP-3522, suite à l'examen de mon dossier déposé le 3 janvier 2022, vous avez soumis le projet de défrichement de 2,33 ha à évaluation environnementale considérant qu'il se situe dans une ZNIEFF de type 1 « forêts entre Fix-Saint-Geneyss et la Chapelle-Bertin » qui est réservoir de biodiversité selon le SRADDET, à proximité d'un cours d'eau et d'une zone humide, identifié comme cours d'eau de la trace bleue selon le SRADDET, et qu'il pourrait conduire à un risque d'érosion et d'ensablement de ce ruisseau du fait de la pente de la parcelle concernée.

Je souhaite vous apporter des compléments d'information au vue des éléments mentionnés dans la décision.

Le projet concerne la régularisation d'un défrichement réalisé à plusieurs périodes entre 2018 et 2020. J'ai acheté ces parcelles à l'état de sol « coupées à blanc », les précédents propriétaires ne voulant pas les replanter. Il s'agissait de forêts de conifères, forêt récente et taillis (CF couche SCAN état-major® IGN/CBNMC forêt ancienne).

Le projet concerne effectivement la ZNIEFF de type 1, n°830005700 « forêts entre Fix-Saint-Geneyss et la Chapelle Bertin ». Cette ZNIEFF a une superficie de 2 592 ha. La fiche descriptive, disponible sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel indique que cette zone est largement occupée par des plantations de résineux et que cette zone présente surtout un intérêt floristique par la présence de fonds pâturés humides pouvant héberger un cortège fragmentaire de tourbières basses acidiphiles. Elle est constituée de 73% de plantations de conifères, 5% de pins sylvestres, 5% de hêtraies mixtes, 4% de prairies humides eutrophes, 3% de clairières forestières et 2% de landes à genêts. On trouve de nombreux oiseaux et espèces liés à la forêt.

Le projet est localisé en bordure de la ZNIEFF (cf. annexe). Son impact sur le fonctionnement écologique est donc négligeable. Il concerne un type de formation végétale : les conifères. La surface du projet correspond à 0,0123 % de la surface totale en conifères de la ZNIEFF. La destruction suite au projet de ces zones en conifères n'y aura pas d'impact notable.

On peut aussi estimer qu'il n'y aura pas d'impact notable sur la faune et la flore présentes au vue de la localisation et de la superficie concernée, des habitats similaires présents à proximité peuvent servir d'accueil pour ces espèces. Au niveau des enjeux de la ZNIEFF, le projet ne touche pas directement des fonds humides pâturés.

Concernant les réservoirs biologiques mentionnés dans le SRADDET, les enjeux sont la préservation de la fonctionnalité écologique. Le projet ne remettra pas en cause la préservation globale de la ZNIEFF donc du réservoir.

Au niveau de l'impact direct pour limiter le risque d'érosion, dès cette année, une prairie multi-espèces sera implantée et ne sera jamais labourée, elle évoluera donc en prairie naturelle permanente limitant ainsi considérablement le risque d'érosion. De plus, le ruisseau n'est pas situé directement au bas de la parcelle, il en est séparé par une bande de terrain enherbé et plat d'une vingtaine de mètres de large et par un chemin rural.

Au vue de ces éléments on peut considérer que le risque d'ensablement sera nul.

Le projet a pour objectif de sécuriser la disponibilité fourragère de l'élevage bovin de l'exploitation agricole dans un contexte de changement climatique et d'augmentation des sécheresses. La prairie permanente ne recevra pas de produits phytosanitaires ni d'engrais chimiques. Les seuls amendements apportés seront des fumiers issus de l'élevage.

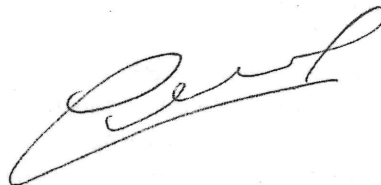
Toutes ces mesures permettront de réduire fortement les impacts aussi bien sur les enjeux liés à la ZNIEFF que sur le ruisseau, impacts qui peuvent donc être estimés comme très faibles.

Pour rappel, le projet n'est pas concerné par un périmètre de protection d'adduction en eau potable.

Compte tenu de ces éléments d'analyse en terme d'impacts je souhaite, Monsieur Le Préfet, que vous réexaminiez votre position, soumettant mon projet à évaluation environnementale.

En espérant une suite favorable, je vous prie d'agréer, Monsieur Le Préfet, l'expression de ma haute considération.

Michel CHOUVIER,



P.J : Cartes  
Plans  
Descriptif ZNIEFF